

Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°26 de la semaine du 23 au 29 juin 2017

(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

BARBADE

Standard & Poor's maintient les perspectives négatives au regard de la situation budgétaire du pays. La notation souveraine est de CCC+ depuis mars 2017. S&P annonce qu'elle pourrait réviser les perspectives à stables d'ici 12 mois si le gouvernement parvient à redresser les finances publiques, avec les mesures d'austérité (271 M USD) envisagées pour éviter un déficit budgétaire de 268,8 M USD soit -6% du PIB (après -8,2% pour l'année fiscale 2016/2017). L'agence met en garde contre le niveau des réserves internationales (352,7 M USD soit 10,7 semaines d'importation fin mars), l'instabilité de l'ancrage avec le dollar, la dette publique consolidée (105 % du PIB fin mars).

BOLIVIE

Les réserves de change ont diminué de -17,8% en g.a au 1^{er} trimestre 2017. Elles sont passées de 12,5 Md USD à 10,3 Md USD (-2,2 Md USD). Cette diminution s'explique non seulement par la chute des prix internationaux des hydrocarbures et des minéraux, mais aussi par les crédits octroyés par la Banque centrale de Bolivie aux entreprises publiques (notamment YPFB et ENDE) pour les différents projets productifs et industriels promis par le gouvernement.

YPFB annule l'attribution du contrat de construction de l'usine de propylène et polypropylène pour 2,2 Md USD. YPFB annule le contrat pour les services d'ingénierie d'avant-projet détaillé (FEED) et d'ingénierie, approvisionnement et gestion de construction (IAGC), attribué à l'italienne Tecnimont Spa et l'espagnole Técnicas Reunidas. Selon le ministre des Hydrocarbures, des erreurs administratives seraient à l'origine de l'annulation de ce contrat pétrochimique, le plus important dans l'histoire pétrolière bolivienne. D'autres sources (parlementaires, analystes politiques...) estiment qu'il aurait été annulé pour des soupçons de corruption. Le contrat va devoir être reformulé et l'appel d'offres relancé.

COLOMBIE

Ajustement des prévisions pour 2017. Le ministère des Finances a ajusté ses prévisions pour 2017 à l'occasion de la publication du document « Cadre fiscal à moyen terme 2017 ». La croissance n'est plus attendue qu'à +2,3% (ce qui reste au demeurant nettement plus optimiste que la Banque centrale, par exemple), tandis que l'IPC terminerait l'année à +4,1%, juste au-dessus de la borne haute de la cible d'inflation (3% +/- 1%). Le taux de change moyen USD/COP sur l'année est estimé à 2977, soit une appréciation nominale de 2,5% par rapport à 2016, et le déficit de la balance courante à -3,6% du PIB (-4,4% en 2016). Enfin, le ministère retient un prix moyen du Brent de 51 USD et une production de 840 000 b/j, en baisse de 5,2%.

Le coût de la paix. Dans ce même document, le ministère s'attache à préciser le coût de la mise en œuvre des accords de paix, qui viennent d'ailleurs de franchir une étape décisive avec la fin du désarmement des Farc le 26 juin. Ce coût est estimé à 38 Md EUR environ sur une période de 15 ans (soit 0,8 à 0,9 points de PIB par an), les postes les plus substantiels étant la réforme rurale intégrale (85,4% du total) et la substitution des productions de drogues illicites (6,4%). Le financement serait assuré par le budget général de la Nation (36%), les collectivités territoriales (48,7%), la coopération internationale (8,9%) et le secteur privé (6,4%). Le ministère estime enfin que la paix apporterait un regain de croissance moyen limité à 0,3 point de PIB, hypothèse plus prudente donc que celle du FMI (0,5 à 0,7%).

EQUATEUR

Excédent commercial de 709,6 M USD entre janvier et mai 2017 (contre un excédent de 48,5 M USD entre janvier et mai 2016). Les exportations ont atteint 6 392,1 Md USD contre 4 890,8 Md USD en 2016, soit une hausse de 22,7%. Par ailleurs, entre janvier et mai 2017, les exportations équatoriennes vers l'Union Européenne (UE) s'élèvent à 1 076 M USD contre 898,3 M USD un an plus tôt, soit une hausse de +20% en g.a. Les importations en provenance de l'UE ont représenté 723,8 M USD entre janvier et mai 2017, contre 537,4 M USD en 2016 (+34,7 %).

HAÏTI

Prévisions d'inflation. Pour les trois prochains mois, les prévisions d'inflation réalisées par la Banque centrale tablent sur une évolution de +1,4 % en juin, à +1,1 % en juillet pour atteindre +1,3 % en août 2017. En g.a., l'indice des prix à la consommation progresserait respectivement de 16 %, 16,1 % et 16,4 %.

JAMAÏQUE

La Banque mondiale approuve un prêt à l'appui des politiques de développement (DPL) de 70 M USD pour soutenir l'environnement des affaires et la gestion des finances publiques. Bien que la dette publique reste élevée (125% du PIB

pour l'année budgétaire 2016/2017), la Banque souligne les efforts réalisés pour le durcissement de la politique budgétaire et le renforcement des performances économiques. Ce prêt devrait financer des réformes pour développer les zones franches, réduire les délais de dédouanement, améliorer la production et l'approvisionnement électrique ainsi qu'améliorer les normes de construction. Hormis ce prêt, l'île dispose d'une ligne de crédit avec la Banque mondiale de 229 M USD, dont 157 M USD ne sont pas décaissés.

PANAMA

Au 1er trimestre 2017, les IDE augmentent de +10,7% en g.a. Les flux d'IDE ont atteint 1,315 Md USD (contre 1,188 Md USD au T1 2016), consistant à 73% en réinvestissement de leurs bénéfices dans le pays.

Le déficit budgétaire diminue pour la 2ème année de suite, à -1,9% du PIB en 2016 (contre -2,3% et -3,2% du PIB en 2015 et 2014, respectivement). En 2 ans, le déficit s'est réduit de 500 M USD. Entre 2015 et 2016, les recettes ont augmenté de +8,5%, donc plus rapidement que les dépenses (+6,4%).

3,7 Md USD ont été investis dans le projet Cobre Panama (exploitation de cuivre). L'entreprise canadienne First Quantum a acquis les licences correspondantes en 2013 pour cet investissement de 5,5 Md USD. L'entreprise procède aux essais des premiers 150 MW dans sa centrale thermique qui alimentera en énergie le projet et qui aura une capacité de 300 MW. Le projet Cobre Panama, qui est réalisé à 85%, entrera en opération fin 2018. La production annuelle de cuivre devrait osciller entre 300 et 320 mille tonnes. First Quantum vendra le cuivre brut via le port qu'elle construit à Punta Rincón.

En un an, le Canal élargi a dépassé les attentes. Durant la première année d'opération du Canal élargi, 1 535 transits de dimension « neopanamax » ont été enregistrés, dont 51,3% étaient des porte-conteneurs et 31,5% des bateaux de gaz de pétrole liquéfié (GPL). En moyenne, 5,9 navires neopanamax par jour ont transité contre 2 ou 3 prévus. Plus de 90% de la flotte mondiale de bateaux GPL peut traverser le Canal, ouvrant un nouveau marché et permettant aux producteurs de gaz étatsunien de l'envoyer en Asie à un prix compétitif.

PEROU

La dette publique atteindra 25,8% du PIB en 2017 selon une projection de la Banque Centrale (BCR), soit une variation de +2 points par rapport à 2016. Cette projection passerait à 26,6% pour 2018, toujours en dessous de la limite de 30% établie par le gouvernement. Si le déficit budgétaire devrait augmenter dans les années à venir (entre 2,5 et 3% pour 2017 et 2,3 et 3,5% pour 2018) en raison de la réactivation de l'économie par l'investissement public et la reconstruction après El Niño Costero, la BCR estime que la dette ne devrait néanmoins pas augmenter trop significativement. En effet, le Pérou dispose d'importants actifs financiers, équivalents à 17% du PIB et de lignes de crédit pour 4,1 Md USD.

La Banque Centrale réduit le taux de réserve légale en USD de 44% à 42%. Cette réduction, effective à partir de juillet, devrait générer la libération d'environ 110 M USD dans le système financier et accroître ainsi sa liquidité. Ces mesures visent la stabilité des conditions de prêts dans un contexte de décélération du crédit sur le marché local et de taux d'intérêt internationaux plus élevés en raison des dernières hausses du taux de politique monétaire de la Fed.

SURINAME

Prêt de la BID de 17,5 M USD pour augmenter la compétitivité du secteur agricole, les revenus et exportations rurales. Après le secteur minier, l'agriculture est le second secteur d'exportation, représentant 7% des revenus d'exportation. Il emploie 16% de la force du travail et représente 9% du PIB. Le prêt devrait améliorer les conditions phytosanitaires des exploitations, la sécurité alimentaire, la recherche agricole et les services de transfert de technologie.

TRINITE ET TOBAGO

Seul pays au monde répertorié comme non coopératif en matière fiscale par le Forum mondial de l'OCDE, précédemment déjà considéré comme non conforme, Trinité et Tobago n'a pas réalisé de progrès significatifs pour la mise en place d'un échange d'informations fiscales efficaces, ni ne s'est engagé en faveur des principales initiatives internationales de lutte contre l'évasion ou l'optimisation fiscales.

VENEZUELA

Echec attendu du nouveau Dicom. En effet, la 5^{ème} édition des enchères hebdomadaires n'a reçu aucune offre de devises comprise dans la fourchette fixée par la Banque centrale (2200 VEF/\$ et 2640 VEF/\$). Faute de devises suffisantes, l'octroi discrétionnaire à certaines entreprises n'a donc pas dépassé 17,9 M USD soit une baisse de 41% par rapport à la semaine précédente. Au cours des 5 dernières « ventes aux enchères » pour un montant total de 117 M USD, 102 M USD ont été octroyés à 3 394 entreprises et 15 M USD ont été octroyés à 47 534 personnes physiques, qui n'ont droit qu'à une seule et unique allocation de devises par trimestre.

Le prix de la cesta vénézuélienne est redescendu sous la barre des 40 USD/b pour la première fois en 2017 (39,23 le 27 juin 2017), augmentant les probabilités de défaut sur la dette externe dans les 18 prochains mois.

Patrick HERVE
Chef du service économique régional